

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 66.** De overgeplaatste personeelsleden behouden minstens de geldelijke rechten en de anciënniteit die ze hadden of verkregen zouden hebben als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt waren blijven uitoefenen dat ze bekleedden bij hun overplaatsing.

**Art. 67.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan slechts bij decreet ontbonden worden. Dat decreet regelt de wijze van ontbinding.

De nettoactiva bij de ontbinding van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt op de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest gestort.

**Art. 68.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 684 (2003-2004), nrs. 1 tot 6.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.*

*Bespreking. Stemming.*

—————  
MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3281

[2004/202604]

**27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, notamment les articles 4, 7 et 9 à 11;

Vu l'approbation du régime d'aide par la Commission européenne, donnée le 7 novembre 2002;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 23 février 2004;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'économie sociale marchande, donné le 23 février 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

2<sup>o</sup> l'entreprise d'insertion : l'entreprise d'insertion visée à l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret;

3<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Emploi;

4<sup>o</sup> l'Administration : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5<sup>o</sup> la Commission : la Commission d'agrément visée à l'article 4 du décret.

CHAPITRE II. — *De la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension ou de retrait de l'agrément*

**Art. 2.** La demande d'agrément, dont le modèle est déterminé par l'Administration, est introduite auprès de l'Administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique.

Elle est accompagnée d'un dossier comportant :

- 1° les statuts de l'entreprise d'insertion;
- 2° un descriptif du projet d'insertion socioprofessionnelle que l'entreprise d'insertion mène ou entend mener;
- 3° une description des activités de l'entreprise d'insertion et des biens ou services qui sont fournis ou prestés comportant notamment des éléments relatifs aux perspectives de commercialisation et de rentabilité de l'entreprise;
- 4° une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation du projet, en ce compris les moyens prévus pour la fonction d'encadrement des demandeurs d'emploi difficiles à placer au sens de l'article 2, 2° du décret;
- 5° une présentation des compétences et de l'expérience du chef d'entreprise, notamment dans le domaine de la gestion;
- 6° un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des demandeurs d'emploi difficiles à placer au sens de l'article 2, 2°, du décret avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications et de ses fonctions au sein de l'entreprise;
- 7° une description des tâches à effectuer par l'accompagnateur social;
- 8° un projet de budget détaillé pour l'année civile de l'exercice en cours et un plan financier portant sur les trois années à venir.

**Art. 3.** La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'Administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique au plus tôt huit mois et au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. Elle est accompagnée d'un dossier comportant les modifications apportées au dossier visé à l'article 2.

**Art. 4.** Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'Administration adresse à l'entreprise d'insertion, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet ainsi que la date de prise d'effet du délai visé à l'article 7, § 3, du décret, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier.

Dans ce dernier cas, dès que l'Administration constate que le dossier a été complété, elle en avise l'entreprise d'insertion et lui indique la date de prise d'effet du délai visé à l'article 7, § 3, du décret.

Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le transmet à la Commission.

La Commission peut entendre le(s) représentant(s) de toute entreprise d'insertion qui demande l'agrément ou son renouvellement, soit d'initiative, soit à la demande de celui (ceux)-ci.

Si les représentants de l'entreprise sont entendus à l'initiative de la Commission, une convocation leur est envoyée par lettre recommandée. Cette lettre mentionne les points sur lesquels ils seront entendus.

**Art. 5.** Dans un délai de deux mois à dater de l'envoi du dossier par l'Administration, la Commission rend au Ministre un avis motivé sur toute demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément.

Ce délai peut être prorogé une fois d'un mois dans les cas visés à l'article 4, alinéa 4.

L'écoulement de ce délai est suspendu du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août de chaque année.

L'avis de la Commission est motivé notamment par référence aux critères suivants :

- 1° les moyens mis en œuvre par l'entreprise d'insertion pour la réalisation de ses activités de production et la poursuite de son but social ainsi que la démonstration d'une viabilité suffisante;
- 2° les connaissances et l'expérience du chef d'entreprise;
- 3° les conditions spécifiques fixées par l'article 3 du décret.

A défaut d'avis rendu dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il n'est plus requis.

**Art. 6.** Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du dossier complet à l'Administration.

L'Administration notifie, par lettre recommandée dans les quinze jours qui suivent la décision du Ministre, la décision d'octroi ou de refus de l'agrément ou de son renouvellement à l'entreprise demanderesse.

L'Administration communique également la décision d'octroi ou de refus de l'agrément ou de son renouvellement à la Commission.

**Art. 7.** Préalablement à la suspension ou au retrait de l'agrément d'une entreprise d'insertion, le Ministre demande l'avis de la Commission. Celle-ci lui remet son avis après avoir entendu le(s) représentant(s) de l'entreprise.

Celui(ceux)-ci est informé au moins trente jours avant leur audition de la date de celle-ci et des raisons qui la motive. De même il lui (leur) est signifié la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Suite à l'avis de la Commission, le Ministre peut retirer l'agrément à l'entreprise d'insertion.

Le Ministre ne peut suspendre l'agrément pour une durée qui excède trois mois. Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'entreprise d'insertion n'a pas satisfait aux conditions visées à l'article 3 du décret.

**Art. 8.** Dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision de refus d'octroi ou de renouvellement de l'agrément ainsi que de sa suspension ou de son retrait, l'entreprise d'insertion peut introduire par lettre recommandée un recours motivé auprès du Gouvernement. Tout recours auprès du Gouvernement doit être adressé au Ministre.

L'Administration notifie au requérant, par lettre recommandée, la décision du Gouvernement dans le mois qui suit cette décision. Le cas échéant, l'Administration notifie l'absence de décision du Gouvernement une fois le délai écoulé.

Elle communique également cette décision à la Commission.

CHAPITRE III. — *De l'obligation du maintien de l'effectif*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 9, § 5, du décret, on entend par effectif de référence, d'une part, le chef d'entreprise quelque soit son statut et, d'autre part, l'effectif du personnel correspondant au nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de Sécurité sociale, tel qu'il résulte soit d'une attestation du secrétariat social, soit d'une attestation de l'Office national de Sécurité sociale afférente au trimestre, ci-après dénommé "trimestre de référence", qui précède l'agrément ou, le cas échéant, le renouvellement de cet agrément.

§ 2. Pendant la durée de l'agrément, il est considéré qu'il y a maintien de l'effectif du personnel si celui-ci est au moins égal à l'effectif tel qu'il ressort des comptes annuels.

Toutefois, l'entreprise d'insertion est considérée comme ayant maintenu son effectif si elle procède, dans les trois mois de son départ, au remplacement de tout travailleur admis à la retraite, de tout travailleur ayant quitté volontairement l'entreprise, de tout travailleur se trouvant en incapacité permanente de travail l'empêchant définitivement de reprendre le travail convenu ou de tout travailleur ayant été licencié pour cause déterminée. Dans ce dernier cas, la Commission d'agrément remet un avis d'opportunité, au Ministre via l'Administration.

§ 3. Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre peut, sur avis motivé de la Commission, autoriser une entreprise d'insertion à diminuer de manière temporaire l'effectif de son personnel lorsqu'elle est en difficulté ou qu'elle connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 39bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 4. La subvention est allouée si le demandeur d'emploi difficile à placer constitue un travailleur supplémentaire ou s'il remplace un travailleur ayant quitté l'entreprise dans un des cas visés au § 2.

Dans les autres cas, le demandeur d'emploi difficile à placer poursuit la subvention en cours.

§ 5. L'entreprise d'insertion est tenue, dans un délai de trois mois à dater de la fin du trimestre concerné, de communiquer à l'Administration les documents visés au § 1<sup>er</sup> afférents au trimestre de référence et aux trimestres suivants.

§ 6. La vérification de l'effectif de l'entreprise d'insertion est assurée par l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Du diplôme et de l'expérience utile de l'accompagnateur social*

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 10, § 4, du décret, l'accompagnateur social doit satisfaire à au moins une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins trois ans dans le secteur de l'accompagnement psychosocial;

2<sup>o</sup> être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur à orientation sociale ou psychologique.

En outre, l'accompagnateur social doit avoir une expérience ou une formation dans le secteur des ressources humaines ou s'engager à suivre une formation dans ce secteur dans les deux ans à dater de son engagement.

CHAPITRE V. — *Des modalités de liquidation des subventions*

**Art. 11.** Les subventions sont octroyées par tranches trimestrielles, sur la base des relevés nominatifs afférents aux trimestres concernés communiqués par l'entreprise d'insertion à l'Administration.

Toutefois, une avance peut être liquidée, chaque trimestre, à l'entreprise d'insertion demanderesse.

L'avance relative au premier trimestre est calculée en fonction du nombre de demandeurs d'emploi difficiles à placer qu'il est prévu d'occuper au cours de ce trimestre et en fonction du nombre d'accompagnateurs sociaux qu'il est prévu d'engager au cours de ce trimestre.

Les avances relatives à chacun des trimestres suivants sont calculées en fonction du nombre de demandeurs d'emploi difficiles à placer qu'il est prévu d'occuper et du nombre d'accompagnateurs sociaux qu'il est prévu d'engager au cours du trimestre concerné et en fonction du nombre de demandeurs d'emploi difficiles à placer effectivement occupés et du nombre d'accompagnateurs sociaux effectivement engagés au cours du trimestre précédent.

Les sommes sont versées au compte du demandeur.

CHAPITRE VI. — *Habilitations diverses*

**Art. 12.** La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

**Art. 13.** Conformément à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, le Ministre peut, sur avis de la Commission, octroyer une dérogation pour une période déterminée.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 14.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant exécution du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est abrogé pour ce qui concerne le territoire de la région de langue française.

**Art. 15.** Pour les entreprises qui, à la date d'entrée en vigueur du décret, avaient bénéficié d'un accompagnateur social en vertu de l'article 11bis du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, les conditions visées à l'article 10, § 3, ne s'appliquent que huit mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 16.** Le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3281

[2004/202604]

**27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, inzonderheid op de artikelen 4, 7 en 9 tot 11;

Gelet op de goedkeuring van de steunregeling door de Europese Commissie, gegeven op 7 november 2002;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 23 februari 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'économie sociale marchande" (Waalse raad voor sociale markteconomie), gegeven op 23 februari 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 januari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 januari 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;

2° het invoegbedrijf : het invoegbedrijf bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet;

3° de Minister : de Minister van Tewerkstelling;

4° de administratie : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° de Commissie : de erkenningscommissie bedoeld in artikel 4 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de toekenning, verlenging, schorsing of intrekking van de erkenning*

**Art. 2.** De aanvraag om erkenning, waarvan het model door de administratie wordt bepaald, wordt bij aangetekend schrijven of per e-mail bij de administratie ingediend.

Ze gaat vergezeld van een dossier dat de volgende gegevens bevat :

1° de statuten van het invoegbedrijf;

2° een omschrijving van het project voor socioprofessionele inschakeling dat het invoegbedrijf voert of wil voeren;

3° een beschrijving van de activiteiten van het invoegbedrijf en van de geleverde goederen of verstrekte diensten, met inbegrip o.a. van de elementen betreffende de commercialiserings- en rendabiliteitsvooruitzichten van het bedrijf;

4° een omschrijving van de aangewende materiële en menselijke middelen voor de uitvoering van het project, met inbegrip van de middelen bedoeld voor de begeleiding van de moeilijk te plaatsen werkzoekenden bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet;

5° een overzicht van de bevoegdheden en van de ervaring van de bedrijfsleider, met name op het vlak van het beheer;

6° een lijst van het personeel dat zal instaan voor de begeleiding van de moeilijk te plaatsen werkzoekenden bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet, met opgave van de kwalificaties en functies van elk personeelslid binnen het bedrijf;

7° een omschrijving van de door de sociaal begeleider uit te voeren opdrachten;

8° een uitvoerig ontwerp van begroting voor het kalenderjaar van het lopende boekjaar en een financieel plan over de drie komende jaren.

**Art. 3.** De aanvraag om verlenging van de erkenning wordt bij aangetekend schrijven of per e-mail bij de administratie ingediend op zijn vroegst acht maanden en uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning. Ze gaat vergezeld van een dossier waarin gewag wordt gemaakt van de wijzigingen die aangebracht werden in het dossier bedoeld in artikel 2.

**Art. 4.** Binnen een termijn van vijftien dagen na de datum van ontvangst van de aanvraag om toekenning of verlenging van de erkenning bezorgt de administratie het invoegbedrijf ofwel een ontvangstbewijs waaruit blijkt dat het dossier volledig is en waarbij aangegeven wordt op welke datum de in artikel 7, § 3, van het decreet bedoelde termijn ingaat, ofwel een bericht waarin het verzocht wordt het dossier aan te vullen.

In het laatste geval verwittigt de administratie het invoegbedrijf zodra ze vaststelt dat het dossier volledig is en geeft ze hem kennis van de datum waarop de termijn bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet ingaat.

Zodra de administratie over een volledig dossier beschikt, maakt ze het aan de Commissie over.

De Commissie kan op eigen initiatief of op verzoek de vertegenwoordiger(s) van elk invoegbedrijf horen dat om de erkenning of de verlenging van de erkenning verzoekt.

Als de vertegenwoordigers van het bedrijf op initiatief van de Commissie worden gehoord, worden ze bij aangetekend schrijven opgeroepen. Het schrijven vermeldt de punten waarover ze gehoord zullen worden.

**Art. 5.** Binnen een termijn van twee maanden na de datum van verzending van het dossier door de administratie geeft de Commissie de Minister een met redenen omkleed advies over elke aanvraag om erkenning of om verlenging ervan.

Deze termijn kan één keer met één maand verlengd worden in de gevallen bedoeld in artikel 4, vierde lid.

Hij wordt jaarlijks van 1 juli tot 31 augustus geschorst.

Het advies van de Commissie is gemotiveerd op grond van de volgende criteria :

- 1° de middelen die het invoegbedrijf aanwendt om zijn productieactiviteiten uit te voeren en zijn maatschappelijk doel te halen, alsmede het bewijs dat het voldoende levensvatbaar is;
- 2° de kennis en de ervaring van de bedrijfsleider;
- 3° de specifieke voorwaarden bepaald bij artikel 3 van het decreet.

Het advies wordt niet meer vereist als het niet gegeven wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid.

**Art. 6.** De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de indiening van het volledige dossier bij de administratie.

De administratie geeft het verzoekende bedrijf binnen vijftien dagen na de beslissing van de Minister bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning of tot verlenging ervan.

De administratie geeft ook de Commissie kennis van de beslissing tot toekenning of tot weigering van de erkenning of tot verlenging ervan.

**Art. 7.** De Minister verzoekt de Commissie om advies vooraleer de erkenning van een invoegbedrijf te schorsen of in te trekken. De Commissie brengt hem advies uit na de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf te hebben gehoord.

De vertegenwoordiger(s) wordt(worden) minstens dertig dagen op voorhand in kennis gesteld van de datum en de redenen van het verhoor. Hij (ze) wordt(worden) ook geïnformeerd dat het dossier betreffende de hoorzitting ter inzage ligt.

De Minister kan de erkenning van het invoegbedrijf intrekken na advies van de Commissie.

De Minister mag de erkenning niet langer dan drie maanden schorsen. Na afloop van die termijn wordt de erkenning ingetrokken als het invoegbedrijf de in artikel 3 van het decreet bedoelde voorwaarden niet vervult.

**Art. 8.** Binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de toekenning van de erkenning of tot verlenging ervan alsmede van de schorsing of intrekking ervan kan het invoegbedrijf bij aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep indienen bij de Minister. Elk beroep dat bij de Regering wordt ingediend, wordt aan de Minister gericht.

De administratie geeft de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Regering binnen de maand die op de beslissing volgt. In voorkomend geval deelt de administratie het gebrek aan beslissing van de Regering mee na afloop van de termijn.

Ze geeft ook de Commissie kennis van de beslissing.

#### HOOFDSTUK III. — *Verplichting tot handhaving van het personeelsbestand*

**Art. 9. § 1.** Voor de toepassing van artikel 9, § 5, van het decreet wordt verstaan onder referentiebestand, de bedrijfsleider ongeacht zijn statuut, enerzijds, en het personeelsbestand dat overeenstemt met het aantal werknemers aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, anderzijds, zoals blijkt uit een attest van het sociaal secretariaat of uit een attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid betreffende het kwartaal, hierna "referentiekwartaal" genoemd, dat aan de erkenning, of, in voorkomend geval, aan de verlenging van de erkenning voorafgaat.

§ 2. Tijdens de duur van de erkenning wordt geacht dat het personeelsbestand gehandhaafd wordt als het minstens gelijk is aan het personeelsbestand zoals blijkt uit de jaarrekeningen.

Er wordt evenwel geacht dat het invoegbedrijf zijn personeelsbestand gehandhaafd heeft als het binnen drie maanden na hun vertrek voorziet in de vervanging van een werknemer die met pensioen gaat, van een werknemer die het bedrijf vrijwillig heeft verlaten, van een werknemer die door voortdurende arbeidsongeschiktheid definitief moet afzien van het overeengekomen werk of van een werknemer die om een welbepaalde reden ontslagen is. In dit laatste geval geeft de erkenningscommissie de Minister een opportuniteitsadvies via de administratie.

§ 3. In afwijking van § 2, eerste lid, kan de Minister na gemotiveerd advies van de Commissie een invoegbedrijf de toestemming geven om zijn personeelsbestand tijdelijk te verminderen wanneer het in moeilijkheden of in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeert in de zin van artikel 39bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 4. De subsidie wordt toegekend als de moeilijk te plaatsen werkzoekende een bijkomende werknemer is of als hij een werknemer vervangt die het bedrijf in één van de in § 2 bedoelde gevallen heeft verlaten.

In de andere gevallen vordert de moeilijk te plaatsen werkzoekende de lopende subsidie.

§ 5. Het invoegbedrijf maakt de in § 1 bedoelde documenten betreffende het referentiekwartaal en de volgende kwartalen over aan de administratie binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op het einde van bedoeld kwartaal.

§ 6. De administratie controleert het personeelsbestand van het invoegbedrijf.

#### HOOFDSTUK IV. — *Diploma en nuttige ervaring van de sociaal begeleider*

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 10, § 4, van het decreet vervult de sociaal begeleider minstens één van de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een diploma van het hoger secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs en minstens drie jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke inzake de psychosociale begeleiding;

2° houder zijn van een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs met een sociale of psychologische richting.

De sociaal begeleider heeft bovendien een ervaring of een opleiding in de sector menselijke hulpkrachten of verplicht zich ertoe een opleiding in die sector te volgen binnen twee jaar na zijn indienstneming.

#### HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidies*

**Art. 11.** De subsidies worden om de drie maanden toegekend op grond van de naamlijsten betreffende bedoelde kwartalen die het invoegbedrijf aan de administratie overmaakt.

Elk kwartaal kan evenwel een voorschot betaald worden aan het invoegbedrijf dat erom verzoekt.

Het voorschot voor het eerste kwartaal wordt berekend op grond van het aantal moeilijk te plaatsen werkzoekenden dat men in de loop van bedoeld kwartaal overweegt in dienst te nemen en op grond van het aantal sociaal begeleiders dat men in de loop van bedoeld kwartaal overweegt in dienst te nemen.

De voorschotten voor elk van de volgende kwartalen worden berekend op grond van het aantal moeilijk te plaatsen werkzoekenden dat men in de loop van bedoeld kwartaal overweegt in dienst te nemen en op grond van het aantal sociaal begeleiders die daadwerkelijk in dienst genomen werden in de loop van het vorige kwartaal.

De sommen worden op de rekening van de aanvrager gestort.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bevoegdheidsverklaringen*

**Art. 12.** De Commissie legt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

**Art. 13.** Overeenkomstig artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet kan de Minister na advies van de Commissie een afwijking verlenen voor een bepaalde periode.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 14.** Het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 tot uitvoering van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd wordt opgeheven voor wat betreft het Franse taalgebied.

**Art. 15.** Wat betreft de bedrijven die op de datum van inwerkingtreding van het decreet voor een sociaal begeleider in aanmerking kwamen krachtens artikel 11bis van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, zijn de in artikel 10, § 3, bedoelde voorwaarden pas acht maanden na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing.

**Art. 16.** Het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden en dit besluit treden in werking op 1 april 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3282

[2004/202603]

**27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, notamment l'article 38, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> à 3, tel que modifié par le décret du 6 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 3 décembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 mars 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que consécutivement aux décrets des 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 février 2003, il convient d'adapter l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement du président et aux jetons de présence des membres du conseil de l'aide sociale;

Sur la proposition du Ministre ayant en charge la législation relative aux centres publics d'action sociale et la tutelle sur ceux-ci;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 3 de l'arrêté royal du 15 décembre 1977, relatif au traitement du président et aux jetons de présence des membres du conseil de l'aide sociale est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> les mots "le membre qui le remplace" sont supprimés;

2<sup>o</sup> il est créé un alinéa 2, rédigé comme suit :

" Le membre qui remplace le président pour une durée inférieure à celle prévue à l'article 39 de la loi peut se voir octroyer, à sa demande, deux jetons de présence par semaine complète de remplacement."

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par le texte suivant :

" Le président du centre desservant moins de 50.000 habitants qui souhaite bénéficier à charge du centre d'une majoration de son traitement de président en fait la demande par lettre recommandée à la poste adressée au conseil de l'aide sociale.

A cette demande, ils joignent :

1<sup>o</sup> une attestation du receveur du centre indiquant le montant du traitement brut qu'ils ont perçu durant l'année précédant l'introduction de la demande ou, s'ils sont investis d'un mandat de président depuis moins d'un an, le montant obtenu en multipliant par douze le montant mensuel brut du traitement de président selon le cas; si le demandeur a sollicité et obtenu une réduction de son traitement de président, l'attestation indique en outre le montant de cette réduction;

2<sup>o</sup> une attestation émanant de chacun des organismes payeurs des autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires perçus par l'intéressé et qui sont réduits ou supprimés en raison du traitement de président perçu par le demandeur; chacune de ces attestations indique en outre :

a) le cas échéant, le montant de cette réduction;

b) si le demandeur a sollicité et obtenu une réduction de son traitement de président, la part complémentaire du traitement de président à laquelle le mandataire visé devrait renoncer pour pouvoir maintenir le bénéfice complet de ses autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires;

c) les majorations du traitement de président à prévoir pour que, compte tenu des majorations qui seraient accordées dans la limite du plafond fixé pour les échevins, le mandataire concerné ne subisse aucune perte de revenus."